



Déclaration de l'UNSA Education au Comité Technique Spécial Départemental de l'Hérault
29 janvier 2015.

Madame La Directrice Académique,

Mesdames et Messieurs les Membres du CTSD

Depuis plusieurs jours, L'Ecole Publique est convoquée à la table de tous les discours et de tous les débats. Les actes terroristes qui ont frappé notre pays du 7 au 9 janvier 2015, viennent de rappeler tristement que le combat contre les aliénations idéologiques et le retour à l'obscurantisme est une nécessité vitale pour la démocratie.

Pour l'UNSA Education, le meilleur rempart réside dans l'Education et l'Emancipation des enfants et des jeunes.

Cependant si l'Ecole est convoquée, ceux qui la font, ceux qui œuvrent au jour le jour au contact des élèves et de leur famille, sont de plus en plus tenu à l'écart. Les enseignants se sentent au mieux oubliés voire déconsidérés.

La preuve en est, aujourd'hui même, où les moyens d'enseignements pour les collèges de l'Hérault vont être présentés et soumis à l'avis des représentants des personnels, sans qu'aucune modification ne puisse y être apportée.

La preuve en est, aujourd'hui encore, où les nouveaux critères d'affectation des moyens, établis sans concertation par le Recteur, viennent remettre en cause les projets pédagogiques mis en place par les enseignants dans bon nombre de collèges du département.

Ce déni de concertation, cette remise en cause unilatérale du dialogue social se font jour dans une situation démographique particulière pour les collèges de notre département.

Pour l'UNSA Education, il est incompréhensible, que la diminution de postes (près de 30 ETP) soit si importante alors que les augmentations démographiques des précédentes années n'étaient pas entièrement prises en compte. Toute idée de rattrapage semble désormais abandonnée.

Sur le terrain, dans les collèges du département, l'heure est à l'incompréhension, au dépit voire au découragement tant l'écart est de plus en plus grand entre les annonces ministérielles liées à la refondation et l'exercice du métier d'enseignant dans les classes.

Pour l'UNSA Education, la refondation de notre Education est à peine enclenchée et pour qu'elle franchisse le guet, il faut qu'elle soit accompagnée par tous les personnels.

Dans notre département c'est déjà un faux départ, puisque le pilotage vertical est désormais la règle, reléguant ainsi les représentants des personnels au rang de contestataires de posture ou d'observateurs indolores.

Il est donc revenu, le temps des postures stériles, le temps des déclarations liminaires de plusieurs pages, le temps des votes en contre des représentants des personnels, à l'unisson d'ailleurs avec ce qui se déroule actuellement dans le secteur privée entre partenaires sociaux, mais ce dialogue social est le votre.

Nous allons maintenant procéder à l'examen des points à l'ordre du jour, faisons un vœu « laïque » presque imaginaire : que la concertation et le dialogue utile président à nos débats dans l'intérêt commun de la réussite des élèves et de l'amélioration des conditions d'exercice de tous les personnels.